

Éric CIOTTI, élu président des Républicains

Quels changements pour Les Républicains et la droite ?



CERCLE ORION
DES POLITIQUES ET DES MÉDIAS

Voilà près de 20 ans que la droite républicaine n'a plus été au pouvoir. Après de nombreuses élections ratées, dont le lourd échec de la dernière présidentielle (et les 4,8% de Valérie PÉCRESSE), le parti de la droite traditionnelle choisissait ce dimanche 11 décembre son nouveau président. Si l'élection d'Éric CIOTTI n'est pas une surprise, les défis qui restent à relever n'en restent pas moins grand. Éric CIOTTI aura la tâche difficile de devoir relever la droite en construisant une équipe capable de rassembler une famille politique divisée.

Par Michel STOFER

AXE PHARE "ACTION PUBLIQUE & CITOYENNETÉ"

Une élection confidentielle

Parti sans leader depuis le départ de Christian Jacob à la fin de son mandat, l'été dernier, les LR élaient leur nouveau chef ce mois de décembre. Trois candidats se disputaient la présidence : Éric CIOTTI, Bruno RETAILLEAU et Aurélien PRADIÉ. Au premier tour, les adhérents avaient placé en tête Eric CIOTTI avec 42,7 % des voix, l'envoyant au second tour contre Bruno RETAILLEAU, chef de file des Républicains au Sénat et qui de son côté avait obtenu 34,5 % des suffrages. Arrivé troisième, avec 22,3 % Aurélien PRADIÉ fut éliminé sans donner de consignes de vote en faveur de l'un des deux autres candidats pour le second tour.

Ce dimanche 11 décembre, Éric CIOTTI est arrivé en tête avec 53,7% des voix et environ 33 600 voix, devançant Bruno RETAILLEAU qui a récolté 46,3% des suffrages. Avec une participation au vote de 69,7 % au deuxième tour contre 72,7 % au premier, voilà Éric CIOTTI élu président des LR, succédant à Christian JACOB, Laurent WAUQUIEZ et Nicolas SARKOZY.

Néanmoins, force est de constater que cette victoire n'a pas suscité un grand intérêt auprès de la population comme le montre le nombre d'adhérents qui est d'aujourd'hui environ 91 000 contre 238 000 en 2015. Par ailleurs, les audiences TV lors du débat des 3 candidats ont été plutôt basses. Avec 288 000 spectateurs sur LCI le 22 novembre, le débat n'avait réussi à capter qu'environ 1,2 % de part de marché sur le public global, d'après le Parisien.

Les enjeux du vote

Le second tour a opposé le député des Alpes-Maritimes très ferme sur des sujets régaliens comme l'immigration à Bruno RETAILLEAU, anciennement proche de François FILLON et tenant d'une ligne libérale-conservatrice.

Il y a un an, le député des Alpes-Maritimes avait déjà créé la surprise en arrivant en tête du premier tour de la primaire interne désignant le candidat à la présidentielle 2022. S'il

avait été battu au second tour par Valérie PÉCRESSE du fait de l'alliance de tous ses adversaires contre lui, CIOTTI avait cependant marqué une partie de son électorat. En conservant sa fermeté sur le régalien et sur l'immigration, tout en donnant des gages à ceux qui s'effraient de voir leur parti s'allier avec l'extrême droite, il aura su se faire élire avec en ligne de mire, sa volonté de réaliser l'union des droites. Pour ce faire, Éric CIOTTI a promis du changement et compte notamment renommer son parti, créer une école des cadres et revoir la communication.

Les Républicains vus d'ailleurs

Du côté des oppositions, l'élection de la présidence des LR a suscité peu de réactions. Pour Éric ZEMMOUR, Les Républicains sont devenus « un petit parti, un parti d'élus » et « LR est à la fin de sa vie ». Du côté des élus Horizons, on voit cette élection comme une étape supplémentaire qui pourrait bénéficier au mouvement d'Edouard PHILIPPE s'il venait à y avoir beaucoup de défections du côté des Républicains suite à la victoire d'Éric CIOTTI. En effet, cette ligne de droite dure ne plaît pas à tous et Éric CIOTTI joue gros. À vouloir trop aller à droite, le risque de ne pas réussir à capturer les voix d'Éric ZEMMOUR ou de l'extrême droite, conjugué à celui de voir s'enfuir pour d'autres partis ou mouvements, une partie des adhérents ou élus, est tel que LR joue vraiment son avenir.

La ligne "Éric CIOTTI" en détail

En premier lieu, Éric CIOTTI souhaite supprimer la procédure de primaires afin de soutenir Laurent WAUQUIEZ dès 2023 pour la future présidence de la République. Il souhaite ensuite proposer un projet autour de trois thèmes principaux : la liberté, l'autorité et le travail, autant de thèmes qui d'après lui devront marquer une opposition claire avec le pouvoir d'Emmanuel MACRON.

Sur l'autorité, CIOTTI suggère de créer 30.000 nouvelles places de prison sur un quinquennat, de rétablir les peines planchers en cas de récidive ainsi que la double peine pour les clandestins et d'instaurer la rétention de sûreté pour les terroristes islamistes. Dès le premier délit, il suggère d'imposer une peine minimale à ceux qui s'en prennent aux forces de l'ordre, pompiers, douaniers, professeurs, élus et autres dépositaires de l'autorité publique. Concernant les mineurs délinquants, il souhaite faciliter l'utilisation d'encadrement de type militaire, supprimer les allocations familiales pour les parents dont les enfants ne respectent pas les valeurs de la République, et rendre pénalement responsables ces mêmes parents.

Sur l'immigration, CIOTTI suggère de restaurer le droit du sang et d'abolir le droit du sol, d'expulser immédiatement tous les immigrés clandestins, de mettre un terme au regroupement familial et de supprimer l'aide médicale d'Etat. Sur le voile islamique, il suggère son interdiction dans les services publics ainsi que pour les accompagnants scolaires et à l'université. De même, il préconise d'interdire le port du burkini, l'appel à la prière de mosquées et l'édification de nouveaux minarets, tout en inscrivant les racines judéo-chrétiennes dans la Constitution.

Sur la question de la souveraineté, CIOTTI souhaite sortir la France du joug de la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH), porter le budget de la défense à 50 milliards d'euros par an (hors pensions) et refuser d'appliquer les directives et jurisprudences de l'UE qui portent atteinte à la sécurité nationale — avec pour possibilité l'utilisation du référendum en cas notamment de blocage juridique.

Sur l'environnement, il préconise un protectionnisme accru, en interdisant l'importation en Europe de produits qui ne respectent pas les mêmes normes environnementales que celles imposées aux agriculteurs locaux. Concernant l'énergie, il souhaite renforcer le nucléaire tout en conditionnant tout projet

d'éoliennes à l'acceptation préalable par la population locale, sous forme de référendums.

Sur le travail, le projet prône une baisse générale des impôts. Le financement se ferait via une réforme des retraites, le non-remplacement d'un poste de fonctionnaire sur trois partant à la retraite (uniquement dans les fonctions support et administratives) et la baisse des prestations sociales. Sur ce dernier point, CIOTTI conseille la création d'une allocation sociale unique regroupant plusieurs prestations (RSA, allocations logement, droits connexes...) qui serait plafonner à 75% du SMIC. Par ailleurs, il imposerait une véritable contrepartie obligatoire, et non sur la seule base du volontariat, au versement du RSA.

Enfin sur la propriété, CIOTTI propose de supprimer l'impôt sur les successions jusqu'à 5 millions d'euros de patrimoine, de supprimer les impôts sur les donations en ligne directe et d'exiger l'expulsion immédiate des squatteurs pour toutes résidences, en toute période de l'an.

Quel avenir pour la droite ?

Si les adhérents ont choisi la ligne dure d'Éric CIOTTI, il est encore loin d'être certain qu'une majorité des électeurs français de droite suivront cette voix lors de prochaines élections nationales.

Un travail en profondeur d'organisation, d'idées et de choix de personnes devra être réalisé au sein du parti de peur de poursuivre son déclin, à l'instar de son grand rival de toujours : le Parti socialiste. Or, il existe des pistes de réflexion pour un renouveau de la droite, dont :

- la défense de la méritocratie par l'école et le travail ;
 - la promotion de la liberté dont celle liée à la liberté d'entreprendre et d'innover ;
 - le développement d'un modèle de société soutenable ;
 - le renforcement de la souveraineté française et européenne au niveau international.
- Autant de thèmes qui gagneraient à être mieux traités. ■

De nombreux thèmes sont à aborder

afin d'assurer un avenir pour la droite républicaine

Recréer du liant

En réconciliant la France avec des institutions modernisées

En unissant les Français
avec des valeurs communes d'identité
et le renouvellement d'une conscience collective

Développer une vision

En innovant et en anticipant mieux les défis à venir
(dont en premier lieu le réchauffement climatique)

En se renforçant (diplomatiquement, juridiquement et
militairement) dans une Europe stratégique